



A.C.C.E.N.T.S DES ÉTATS-UNIS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL POUR LES ÉTATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ENERGIE, NUMERIQUE, TRANSPORT, SANTE...

N° 2022-25 du 14 octobre 2022

SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis publient leur stratégie de sécurité nationale qui fixe l'objectif de « surpasser » la Chine et d' « entraver » la Russie
2. Sur fond d'orientation nouvelle de la politique commerciale américaine, la Représentante au Commerce K. Tai poursuit les discussions sur l'IRA avec les partenaires des États-Unis
3. Les États-Unis renforcent leurs mesures de contrôle des exportations vers la Chine

Climat – énergie – environnement

4. Le Président Biden déclare que l'énergie est un moyen de coopération au Proche Orient
5. L'Agence de protection de l'environnement (EPA) veut accélérer l'autorisation de nouveaux produits chimiques utilisés pour les véhicules électriques et les énergies propres
6. Les États du Pacifique Nord-Ouest réaffirment leur volonté de se coordonner pour lutter contre les effets du changement climatique

Transport et infrastructure

7. L'Agence de protection de l'environnement fait un premier pas vers l'encadrement des émissions de plomb par l'aviation d'affaire
8. Les Californiens se prononceront sur un recours accru à la fiscalité pour accélérer la pénétration des véhicules électriques

Industrie

9. Les États-Unis relancent l'extraction de cobalt sur leur sol plus de 25 ans après la fermeture de la dernière mine

Agriculture et industrie agroalimentaire

10. L'USDA accorde 110 M\$ de subventions pour améliorer l'offre de soins en milieu rural

Numérique et innovation

11. Le Président Biden signe un décret mettant en œuvre les engagements américains dans le cadre du « European Union-U.S. Data Privacy Framework »

Santé

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis publient leur stratégie de sécurité nationale qui fixe l'objectif de « surpasser la Chine » et d'« entraver la Russie »

L'administration Biden a publié le 12 octobre sa première [Stratégie de sécurité nationale](#). La publication de ce document transversal de 48 pages, initialement prévue au début de l'année, avait été retardée du fait de la guerre en Ukraine. En plus du [résumé](#) de la stratégie publié par la Maison Blanche et d'un [briefing](#) à la presse par le Conseiller à la sécurité nationale, Jake Sullivan, ce dernier a également [présenté](#) la stratégie lors d'une conférence à l'Université Georgetown.

Dans son intervention, J. Sullivan a placé cette stratégie dans le contexte d'une ère nouvelle de compétition stratégique et de défis transnationaux. La Chine est décrite comme la menace la plus importante à long terme pour les États-Unis et la seule puissance disposant à la fois la volonté et la capacité, sur le plan économique, diplomatique et militaire, de remettre en cause l'ordre mondial. La Russie est présentée de son côté comme représentant « une menace immédiate et répétée à la paix et la stabilité internationales ». L'objectif pour les États-Unis est donc de « surpasser » (*outcompete*) la Chine et d'« entraver » (*constrain*) la Russie.

Face à ces défis, la stratégie détaille trois axes de réponse pour les États-Unis : 1/ renforcer la puissance américaine en investissant sur le plan domestique ; 2/ renforcer la coopération avec les alliés des États-Unis ; 3/ moderniser l'outil militaire et de renseignement. Dans sa conférence, J. Sullivan a également insisté sur l'importance pour les États-Unis de définir les règles et standards de demain dans les domaines technologique, économique et commercial, ainsi que dans le cyberspace.

2. Sur fond d'orientation nouvelle de la politique commerciale américaine, la Représentante au Commerce K. Tai poursuit les discussions sur l'IRA avec les partenaires des États-Unis

Intervenue à l'occasion de plusieurs événements ces derniers jours, la Représentante au Commerce américaine K. Tai a mis en lumière la politique commerciale de l'Administration Biden, qui se veut complémentaire de la politique industrielle et fondée sur des « partenariats » plutôt que des accords de libre-échange traditionnels. Le 7 octobre, lors d'une conférence au Roosevelt Institute, elle a ainsi [déclaré](#) que les États-Unis n'avaient « pas renoncé à l'ouverture commerciale, la libéralisation et l'efficacité » mais que « cela ne

peut pas se faire au prix de la fragilisation de nos chaînes de valeur, de l'exacerbation de nos dépendances stratégiques, de la destruction de nos industries et de notre planète ». Le 11 octobre, lors d'une [conférence](#) de la *National Association for Business Economics*, K. Tai a indiqué que la décision de l'Administration de ne pas prévoir d'accès préférentiel au marché américain (baisse de droits de douane) dans les négociations du Cadre économique indopacifique (IPEF) n'était « *pas un bug* » mais un choix délibéré de l'Administration reflétant cette nouvelle approche.

Lors de leur rencontre le 13 octobre à Washington, K. Tai et le Vice-Président exécutif de la Commission européenne V. Dombrovskis ont par ailleurs [échangé](#) sur l'impact sur l'UE des crédits d'impôts à l'achat de véhicules électriques institués par l'*Inflation Reduction Act* (IRA) et demandé à leurs équipes d'intensifier le travail sur le sujet. La veille, au « [Global Service Summit](#) », K. Tai avait déclaré que les États-Unis étaient engagés dans de « vraies discussions » sur l'IRA avec leurs partenaires commerciaux, qui « partagent l'objectif de construire une économie durable ».

3. Les États-Unis renforcent leurs mesures de contrôle des exportations vers la Chine

Le BIS (*Bureau of Industry and Security*, en charge du contrôle-export au sein du Département du Commerce) a [annoncé](#) le 7 octobre un renforcement significatif des mesures américaines de contrôle des exportations vers la Chine dans le secteur des semi-conducteurs. L'objectif affirmé par les États-Unis est de restreindre la capacité de la Chine à obtenir certaines puces informatiques avancées, à développer des supercalculateurs et à produire des semi-conducteurs avancés utilisés à des fins militaires, pour le développement d'armes de destruction massive ou pour la violation de droits de l'homme.

En anticipation de ces nouvelles mesures, le Conseiller à la sécurité nationale Jake Sullivan [indiquait](#) le 16 septembre que les règles de contrôle-export des États-Unis ne devaient pas uniquement servir à « *garder une avance relative* » dans certains domaines technologiques clés par rapport à leurs compétiteurs mais à assurer « une avance aussi large que possible ». Ces mesures interviennent aussi quelques jours avant le Congrès du Parti communiste chinois prévu le 16 octobre et alors que le Département au Commerce a été critiqué ces derniers mois par les Républicains pour son application jugée trop souple des règles de contrôle-export américaines à l'égard de la Chine [voir flash du SER du 7 octobre].

Brèves

- Bien que reconnaissant qu'un accord de libre-échange entre les États-Unis et le Royaume-Uni ne soit pas « *actuellement sur la table* », un groupe de Représentants républicains de la Commission des Voies et Moyens a [appelé](#) la Ministre du Commerce extérieur britannique K. Badenoch, dans un courrier en date du 12 octobre, à poursuivre le dialogue avec les États-Unis pour « *ouvrir la voie* » à la conclusion d'un accord de libre-échange « *de référence* ».
- L'USTR a [annoncé](#) l'ouverture d'un portail du 15 novembre au 17 janvier pour recevoir les

commentaires des parties intéressées dans le cadre de la revue, formellement lancée le 9 septembre, des droits de douane additionnels visant certaines importations venant de Chine adoptés sous l'Administration Trump.

- Le sénateur démocrate R. Blumenthal (Connecticut) et le représentant démocrate R. Khanna (Californie) ont [déposé](#) une proposition de loi visant à suspendre toute vente d'armes à l'Arabie Saoudite en réponse à la décision de l'OPEP la semaine dernière de réduire ses volumes de production de pétrole.

Climat- Énergie - Environnement

4. Le Président Biden déclare que l'énergie est un moyen de coopération au Proche Orient

Le Président Biden a [déclaré](#) que l'énergie devait servir d'outil de coopération, de stabilité, de sécurité et de prospérité, et non de conflit. L'accord diplomatique entre Israël et le Liban, annoncé par les deux gouvernements le 11 octobre, devrait permettre le développement de champs gaziers au bénéfice des deux pays. Selon la Maison Blanche, cet accord ouvre la voie à une région plus stable et plus prospère et à l'exploitation de nouvelles ressources énergétiques vitales pour le monde.

5. L'Agence de protection de l'environnement (EPA) veut accélérer l'autorisation de nouveaux produits chimiques utilisés pour les véhicules électriques et les énergies propres

L'Agence de protection de l'environnement (EPA) [annonce](#) un nouvel effort pour mettre en œuvre un processus rationalisé et efficace afin d'évaluer les risques associés aux nouveaux produits chimiques ayant des applications dans les batteries, les véhicules électriques, les semi-conducteurs et la production d'énergie renouvelable, dans le cadre de la loi sur le contrôle des substances toxiques. L'EPA joue un rôle important en examinant toutes les nouvelles substances chimiques avant qu'elles ne soient autorisées sur le marché.

Cet effort concerne en particulier les oxydes métalliques mixtes (MMO), y compris les matériaux actifs cathodiques (CAM). Les MMO sont des produits chimiques innovants ayant de nombreuses applications électriques dans les batteries. Ils peuvent aussi être utilisés comme catalyseurs, adsorbants, ou dans les céramiques. Les MMO, y

compris les CAM, sont un composant clé des batteries lithium-ion utilisées dans les véhicules électriques. Les nouveaux MMO peuvent également être utilisés pour les semi-conducteurs, ainsi que pour la production et le stockage des énergies renouvelables, comme les cellules solaires et les éoliennes.

6. Les États du Pacifique Nord-Ouest réaffirment leur volonté de se coordonner pour lutter contre les effets du changement climatique

Le 6 octobre, les gouvernements de la côte Pacifique – la Californie, l'Oregon, l'État de Washington et la Colombie-Britannique (Canada) – ont signé [une nouvelle déclaration de coopération](#) (Statement of Cooperation - SOC) engageant la région à prendre des mesures en faveur du climat, comprenant les engagements suivants :

- **Soutenir une transition écologique équitable, orientée vers les communautés les plus touchées et créatrice d'emplois ;**
- **Promouvoir les innovations économiques et technologiques, en particulier en investissant dans les infrastructures énergétiques ;**
- **Protéger les terres naturelles et les communautés contre les conséquences du changement climatique.**

Cette déclaration s'inscrit dans le cadre du *Pacific Coast Collaborative*, un ensemble de partenariats et d'accords entre ces États et leurs principales villes (57 millions de personnes au total et un PIB combiné de 3,5Md\$) afin de renforcer leur collaboration sur le sujet environnemental qui dépasse, par nature, leurs frontières juridictionnelles.

Le *Pacific Coast Collaborative* a notamment permis le développement de la *West Coast Electric*

Highway, un réseau de bornes de recharge pour véhicules électriques le long de l'Interstate 5 notamment, l'autoroute reliant la Colombie-Britannique, l'État de Washington, l'Oregon et la Californie.

Brèves

➤ Le sénateur américain Joe Manchin (D-WV), Président de la commission sénatoriale de l'énergie et des ressources naturelles, a [demandé](#) au président Biden de prendre toutes les mesures immédiates relevant de son autorité pour augmenter la production énergétique nationale à la suite de l'accord de l'OPEP+ visant à réduire la production de pétrole de 2 millions de barils par jour.

- La production américaine de gaz naturel a établi un record en 2021, augmentant de +3,5 % par rapport à 2020, selon l'[US EIA](#). En 2021, la production de gaz naturel a ainsi dépassé le précédent record établi en 2019, et les perspectives énergétiques à court terme prévoient que la production continuera de croître jusqu'en 2023.
- Le Department of Energy (DOE) a [publié](#) le 12 octobre un appel à expression d'intérêt pour un programme de financement de 32 M\$ qui vise à soutenir des études afin de produire des éléments de terres rares et d'autres minéraux critiques à partir des ressources américaines en charbon.

Transport et Infrastructure

7. L'Agence de protection de l'environnement fait un premier pas vers l'encadrement des émissions de plomb par l'aviation d'affaire

L'EPA (Environment Protection Agency) a [publié](#) le 7 octobre une proposition dite d'« *endangerment finding* » concernant les émissions de plomb rejetées dans l'atmosphère par certains moteurs d'avions, principalement privés, utilisant des carburants contenant du plomb. Cette action vise à formaliser un avis établissant le constat que ces émissions entraînent une pollution de l'air raisonnablement prévisible mettant en danger la santé ou le bien-être du public. L'EPA indique notamment que l'exposition des enfants au plomb, même à faible dose, peut avoir des effets « irréversibles et à vie sur la santé [...] affectant le QI, la capacité à prêter attention et la réussite scolaire ». L'avis sera soumis à la consultation du public pendant 90 jours avant sa finalisation éventuelle prévue en 2023. En vertu de la loi fédérale *Clean Air Act*, cette démarche constitue un prérequis et une première étape qui autorisera juridiquement l'EPA à imposer des normes réglementaires concernant ces émissions.

L'EPA précise que si les émissions de plomb dans l'air aux États-Unis ont diminué de 99 % depuis 1980, les 190 000 avions privés fonctionnant avec des carburants au plomb sont désormais la première source de ces émissions. Il s'agit principalement d'avions de faible capacité transportant 2 à 10 passagers et équipés de moteurs à pistons. Ces appareils jouent un rôle critique pour le transport dans certaines régions du pays, à l'instar de l'Alaska, où l'EPA note toutefois

que près la moitié des populations amérindiennes vivent à moins de 500 mètres d'une piste d'avion. L'initiative de l'EPA s'inscrit dans une série de mesures engagées par l'administration Biden pour mettre en œuvre la transition vers les carburants d'aviation sans plomb à l'horizon 2030. La FAA avait ainsi annoncé en février le lancement d'une initiative publique-privée appelée [EAGLE](#) (*Eliminate Aviation Gasoline Lead Emissions*), en partenariat avec les industriels de l'aviation et de l'énergie. En septembre, la FAA a notamment approuvé l'utilisation d'un premier carburant sans plomb dans un grand nombre d'avions à moteur à pistons, le G100UL produit par la société américaine GAMI.

8. Les Californiens se prononceront sur un recours accru à la fiscalité pour accélérer la pénétration des véhicules électriques

Le 8 novembre prochain, les Californiens sont invités à se prononcer sur la proposition 30 qui prévoit une surtaxe à l'impôt sur le revenu de 1,75 %, jusqu'en 2045, pour les contribuables gagnant plus de 2 M\$ par an, afin de permettre un déploiement accéléré du véhicule électrique et une meilleure prévention des événements climatiques extrêmes. 80 % des 3 Md\$ à 5 Md\$ supplémentaires attendus seraient consacrés à des aides à l'achat de véhicules électriques et au déploiement de bornes de recharges, sachant que 50 % des sommes devront directement aller au bénéfice des communautés les plus pauvres ou les plus touchées par les pollutions. Il s'agit de la votation la plus politique qui sera soumise à l'avis populaire. D'une part, chose rare, elle a été [évaluée par la LAO](#) (*legislative analyst's office* - qui conseille de manière non partisane le Parlement) qui conclut à des effets plutôt incertains et défavorables sur l'attractivité

de la Californie. D'autre part, elle a d'ores et déjà mobilisé plus de 60 M\$ en sa faveur, dont 45 M\$ par Lyft, qui y voit une solution pour atteindre son obligation légale d'avoir au moins 90 % des miles effectués par les VTC électrifiés d'ici 2030. Enfin le gouverneur, souvent discret sur les questions de référendums locaux, s'est prononcé farouchement contre, au motif qu'il ne souhaite aucun alourdissement de la fiscalité.

Brèves

- Le Département des transports a publié le 7 octobre une [proposition d'exemption temporaire](#) (*temporary public interest*

waiver) afin de lever les exigences de contenu domestique *Buy America* pendant la première année de lancement du nouvel appel à projets SMART (*Strengthening Mobility and Revolutionizing Transportation*) créé par le plan fédéral pour les infrastructures (BIL). Deux propositions analogues d'exemptions relatives au BIL ont déjà été émises précédemment par le DoT, l'une concernant les [matériaux de construction](#), l'autre devant s'appliquer aux [stations de recharge pour les véhicules électriques](#).

Industrie

9. Les États-Unis relancent l'extraction de cobalt sur leur sol plus de 25 ans après la fermeture de la dernière mine

Une nouvelle mine de cobalt vient d'ouvrir dans l'Idaho, exploitée par la compagnie minière australienne Jervois Global. La mine, située sur un site exploité jusque dans les années 1980, produira 2 000 tonnes de cobalt par an pendant sept ans, soit 10 % de la demande américaine actuelle, ainsi que du cuivre et de l'or. Les États-Unis ne disposent toutefois pas de capacités de raffinage de cobalt, qui sont concentrées à 80 % en Chine. Selon Jervois Global, le minerai sera donc raffiné au Brésil, dans une raffinerie détenue par l'entreprise à Sao Paulo. L'*Inflation Reduction Act* a introduit des exigences de contenu local pour les minerais destinés à la fabrication de batteries afin de pouvoir bénéficier de crédits d'impôts à l'achat de véhicules

électriques. La demande en cobalt, mais aussi en nickel et en lithium nord-américain devrait ainsi être amenée à s'accroître dans les années à venir. Selon le groupe Jervois Global, on ne devrait pourtant pas voir de nouvelles ouvertures de mines de cobalt dans les prochaines années aux États-Unis, le site de l'Idaho étant le seul économiquement rentable dans les conditions actuelles. La République Démocratique du Congo est actuellement le 1^{er} producteur mondial de cobalt (environ les deux tiers de la production mondiale) et dispose des 1^{ères} réserves mondiales prouvées de cobalt au monde, devant l'Australie. Les conditions d'extraction du cobalt en RDC et l'impossibilité de diversifier les fournisseurs poussent les fabricants de batteries à essayer de réduire la part de cobalt dans les nouvelles batteries et favorisent le recyclage du cobalt présent dans les batteries usagées.

Agriculture et industrie agroalimentaire

10. L'USDA accorde 110 M\$ de subventions pour améliorer l'offre de soins en milieu rural

Dans la continuité des engagements financiers pris en mars 2021 dans l'*American Rescue Plan* (ARP), la sous-secrétaire au Développement rural de l'USDA, Xochitl Torres Small, a [annoncé](#) le 12 octobre 110 M\$ d'investissements destinés à construire, rénover et équiper [208 établissements](#) de santé ruraux dans 43 États et Guam. Les projets financés porteront également sur la mise en place de la télémédecine et de programmes d'accompagnement nutritionnel, ainsi que l'augmentation des effectifs pour la réalisation de tests et l'administration de vaccins contre la Covid-

19. En particulier, les subventions annoncées incluent 9 M\$ dédiés aux zones à forte concentration d'emplois dépendants du charbon, afin d'accompagner la transition énergétique du pays. Ces aides devraient au total améliorer l'accès aux soins de 5 millions de personnes vivant dans des zones rurales, y compris des membres de communautés tribales. Il convient de rappeler que les [Emergency Rural Health Care Grants](#), prévus par l'ARP et auxquels appartiennent ces nouveaux investissements, visent à fournir une réponse immédiate aux besoins nés de la pandémie de Covid-19 et à soutenir le développement durable de l'offre de soins en milieu rural.

Brèves

- Malgré le retour à la vente des productions de l'usine Abbott de Sturgis (MI) et l'entrée en vigueur du [Formula Act](#) en juillet dernier, les États-Unis sont toujours confrontés à une pénurie de lait infantile. Le Congrès a donc adopté, le 30 septembre, le [Bulk Infant Formula to Retail Shelves Act](#), [promulgué](#) le 10 octobre par le président Biden, afin de suspendre jusqu'au 31 décembre 2022 les tarifs douaniers sur l'importation de 2 600 tonnes métriques de poudre de base nécessaire à la production de lait pour nourrissons. Cette exemption de droits tarifaires sur la poudre de base avait été jusqu'alors écartée du *Formula Act*.
- Après trois ans de discussion sur les évolutions des visas de travail H-2A destinés aux employés agricoles saisonniers, un [règlement modificatif](#) du ministère du Travail a été publié le 12 octobre et entrera en vigueur le 14 novembre. Ce texte prévoit notamment l'amélioration des conditions de travail et d'hébergement des employés par des normes sanitaires et de sécurité plus contraignantes en matière de logement, ainsi que la simplification et la numérisation des procédures de demande de visa.

Numérique et Innovation

11. Le Président Biden signe un décret mettant en œuvre les engagements américains dans le cadre du « European Union-U.S. Data Privacy Framework »

Le 7 octobre 2022, le président Biden a signé un [décret exécutif](#) intitulé : « *Executive Order on Enhancing Safeguards for United States Signals Intelligence Activities* », mettant en œuvre les engagements américains dans le cadre du « European Union-U.S. Data Privacy Framework » de mars 2022. En substance, le décret prévoit des garanties en matière de protection des données personnelles et de libertés civiles pour les activités de « renseignement d'origine électromagnétique » des États-Unis. Ainsi, le décret prévoit que ces activités (i) soient menées uniquement dans la poursuite d'objectifs légitimes de sécurité nationale définis par le décret (12 objectifs légitimes sont listés, de même que 4 objectifs interdits); (ii) prennent en considération la vie privée et les libertés civiles de toutes les personnes, indépendamment de leur nationalité ou de leur pays de résidence; (iii) soient menées uniquement lorsque cela est nécessaire pour faire avancer une priorité en matière de renseignement et uniquement d'une manière proportionnée à cette priorité, et respectent le principe de minimisation. Le décret met en outre en place des exigences de traitement des informations personnelles collectées dans le cadre des activités de renseignement électromagnétique et étend les pouvoirs des fonctionnaires américains compétents afin de remédier – le cas échéant – aux incidents de non-conformité. Le décret crée également un mécanisme de recours à deux niveaux (« *Redress Mechanism* »), présenté comme indépendant et contraignant, permettant aux individus des États éligibles, sont la France, et des organisations d'intégration économique régionale

de demander réparation s'ils estiment que leurs données personnelles ont été collectées par le biais du renseignement électromagnétique américain d'une manière contraire à la loi américaine applicable. Les recours doivent être transmis par l'intermédiaire de l'autorité publique compétente d'un État couvert par le dispositif (« *appropriate public authority in a qualifying state* »); ils ne peuvent pas être transmis directement par les requérants. Le décret prescrit enfin au « *Privacy and Civil Liberties Oversight Board* » de procéder à une revue des politiques et procédures mises en place par la communauté du renseignement suite à ce décret, et de procéder à un examen annuel du processus de recours.

Brèves

- Le 13 octobre, la « Coalition for Responsible Social Media » a été lancée à Washington DC. Le groupe d'influence, coprésidé par l'ancien chef de la majorité démocrate à la Chambre, Dick Gephardt, et par l'ancien lieutenant-gouverneur du Massachusetts, Kerry Healey, comprend plus d'une vingtaine de membres allant des législateurs actuels comme le représentant Ro Khanna (D-Calif.), à des lanceurs d'alerte comme Frances Haugen. Le groupe se focalisera sur trois questions : la sécurité des enfants en ligne, les campagnes de désinformation, et les opérations d'influence étrangère.
- Le 12 octobre, la cour d'appel fédérale du 5^{ème} circuit a temporairement suspendu l'entrée en vigueur de la loi texane sur les médias sociaux. Cette décision accorde un sursis aux plateformes de réseaux sociaux, qui préparent un recours devant la Cour Suprême contre la loi texane, qui interdit aux grandes plateformes de « censurer » les points de vue politiques. Les

- plateformes ont jusqu'à décembre 2022 pour introduire leur recours devant la Cour Suprême.
- Dans une [lettre](#) du 11 octobre adressée à la directrice du Bureau pour la politique scientifique et technologique de la Maison Blanche, la US Chamber of Commerce souligne 4 points de désaccord avec le livre blanc de la Maison Blanche sur l'IA: (i) le processus d'élaboration du document n'aurait pas suffisamment associé les parties prenantes; (ii) les définitions utilisées n'aideraient pas à l'harmonisation; (iii) l'appel à des évaluations indépendantes des systèmes d'IA serait prématuré en l'absence de standardisation; et (iv) le livre blanc confondrait la question de la confidentialité des données personnelles avec celle de l'intelligence artificielle, qui ont des liens mais qui soulèvent des questions distinctes.
 - Microsoft a annoncé la formation d'une nouvelle équipe, [Industrial Metaverse Core](#), qui prévoit d'aider ses clients à créer de nouvelles interfaces logicielles immersives pour faire fonctionner les systèmes de contrôle industriels derrière les centrales électriques, la robotique industrielle et les réseaux de transport.
 - Le 7 octobre, la secrétaire américaine au commerce Gina M. Raimondo et la secrétaire d'État britannique au numérique, à la culture, aux médias et aux sports, Michelle Donelan, ont [annoncé](#) le lancement d'un dialogue américano-britannique sur la technologie, ainsi que des progrès significatifs réalisés en matière de flux de données transfrontaliers entre les États-Unis et le Royaume-Uni.
 - Le 7 octobre, la FTC a déposé une version abrégée de sa plainte contre Meta contestant l'acquisition par l'entreprise d'une startup de réalité virtuelle, Within Unlimited. La plainte modifiée se concentre sur le marché des applications d'exercice dédiées à la réalité virtuelle. L'une de ces applications est Within's Supernatural, qui n'est disponible que sur les appareils de réalité virtuelle de Meta. La nouvelle plainte fait valoir que l'accord proposé réduirait considérablement la concurrence ou tendrait à créer un monopole sur ce marché. La nouvelle plainte supprime les allégations liées au marché plus large des applications de fitness de réalité virtuelle, qui comprend également des applications de danse et d'autres qui encouragent l'activité physique mais ne sont pas uniquement axées sur l'exercice.

Santé

Brèves

- Illumina, entreprise américaine spécialisée en séquençage génomique, et la société pharmaceutique britannique AstraZeneca ont [annoncé](#) le 11 octobre une collaboration stratégique pour accélérer la découverte de nouveaux médicaments. Leur partenariat allie les outils avancés en intelligence artificielle pour l'interprétation du génome ainsi que les techniques d'analyse génomique d'Illumina avec l'expertise industrielle d'AstraZeneca. Illumina permettra à AstraZeneca d'utiliser ses technologies basées sur l'IA pour effectuer ses recherches pour des traitements plus efficaces.
- Le 11 octobre, BIO, association majeure de lobbying dans le secteur des sciences de la vie, a [annoncé](#) la démission de sa CEO, le Dr Michelle McMurry-Heath, qui occupera désormais le poste de conseillère au Comité Exécutif. Rachel King, co-fondatrice et ancienne CEO de GlycoMimetics a été [nommée](#) présidente et CEO par intérim jusqu'à la nomination d'un/une CEO.
- Le 11 octobre, Walmart a [annoncé](#) le lancement de son institut de recherche le *Walmart Healthcare Research Institute* qui se concentrera sur les initiatives de santé publique et les traitements innovants à fort impact pour les populations sous représentées comme les personnes âgées, les ruraux, les femmes et les minorités.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDet, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.